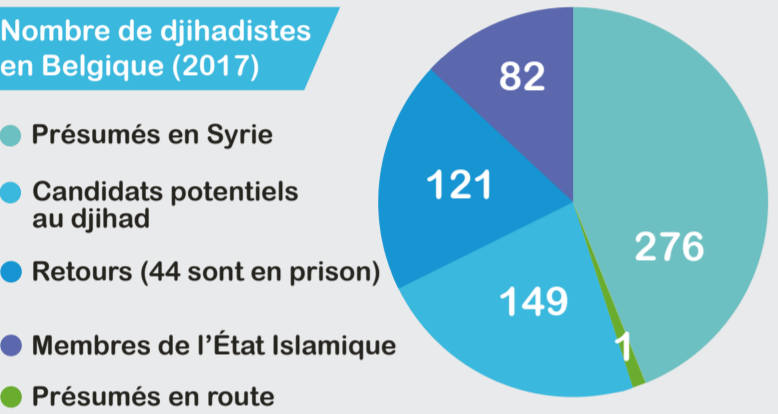


Motivations des Belges qui rejoignent les combattants terroristes étrangers - FTF (2015)

- Croyance religieuse
- Raison humanitaire
- Besoin d'appartenance et d'acceptation
- Volonté d'échapper à un dossier criminel
- Envie de partir à l'aventure



PROFILS SOCIAUX DES BELGES RADICALISÉS (2015)

Les profils sociaux des jeunes belges qui se radicalisent sont variables. Les FTF belges ne sont pas uniquement des jeunes de banlieue, nés dans la foi musulmane, sans emploi ou délinquants. Le recrutement s'opère aussi dans la classe moyenne éduquée, voire dans la classe supérieure. Les garçons ne sont pas les seuls concernés. A partir de 2014/2015, on constate une présence croissante de jeunes filles, ainsi qu'une proportion alarmante de mineurs.

Action du Gouvernement fédéral

Diminuer l'envie de partir en Syrie et en Iraq

Par exemple:

- Répression des filières qui organisent le départ en Syrie et en Iraq
- Renforcement des équipes de veille et des patrouilles de surveillance du web
- Lutte contre le radicalisme en prison

Diminuer la capacité de partir en Syrie et en Iraq

Par exemple:

- Suppression des allocations familiales
- Confiscation de la carte d'identité
- Sanction pénale. L'objectif est double: dissuader les candidats au départ et sanctionner les belges à leur retour (jusqu'à deux ans de prison)
- Durcissement de la législation sur la déchéance de nationalité (essentiellement pour les détenteurs de double nationalité)

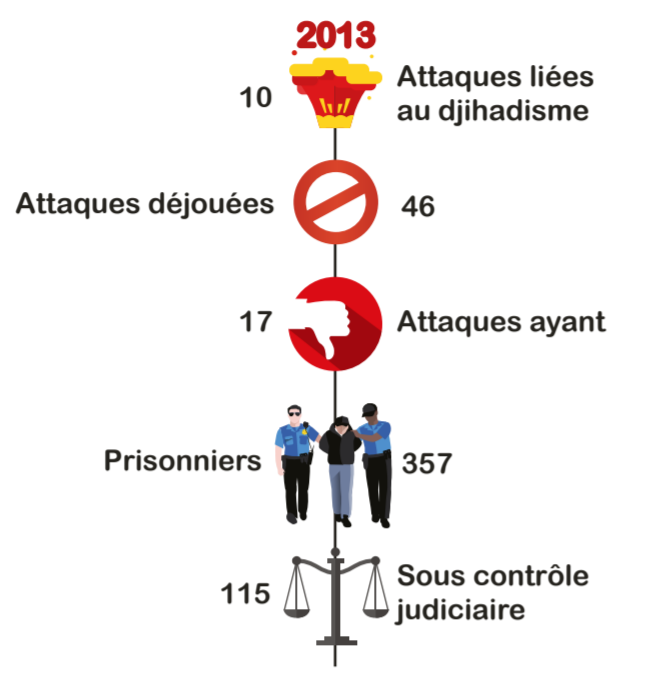
Gestion des retours

- Les personnes qui reviennent sont identifiées et fichées. Chaque cas est traité individuellement: arrestation, suivi judiciaire, suivi par un service de renseignements ou la police locale.

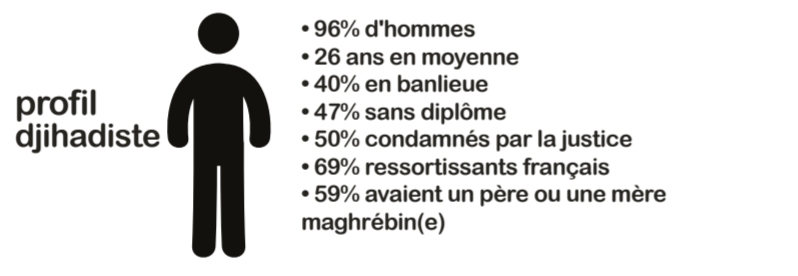
Actions préventives des autorités publiques

- Par exemple:
- Plans de prévention du radicalisme dans les entités fédérées (Région wallonne et FWB, Région bruxelloise, Région flamande)
 - Services spécifiques de prévention dans les villes et communes
 - Initiatives ponctuelles: projet européen "Bounce" - Ville de Liège
 - Cours de philosophie et de citoyenneté dans les écoles primaires et secondaires de la FWB (construction d'un sens individuel et collectif)

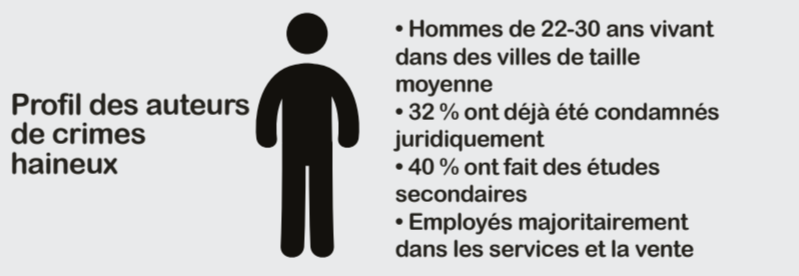
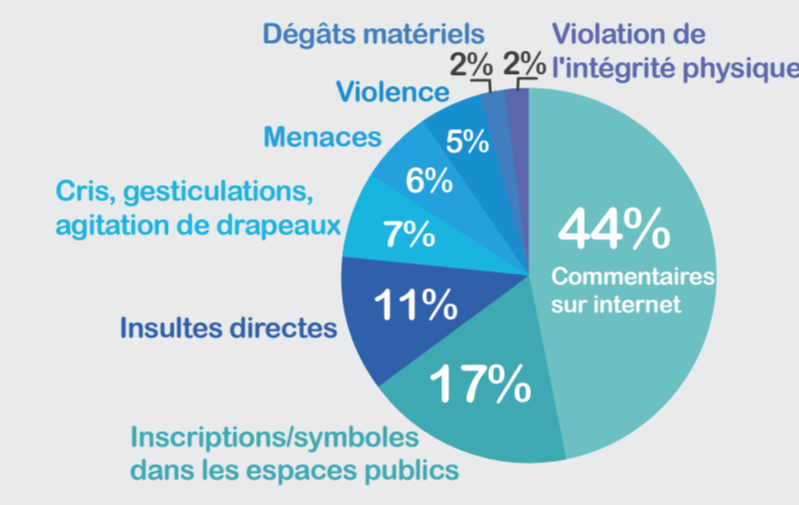
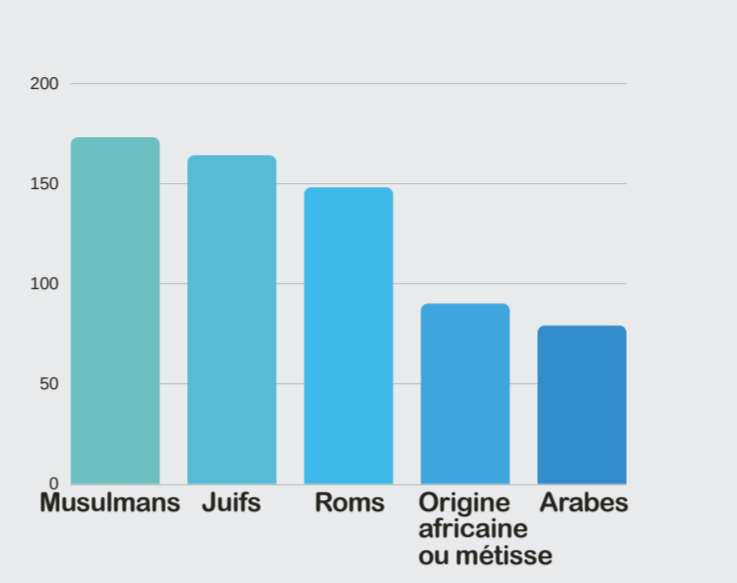
Actions terroristes (2013-2018)



Destinations des djihadistes

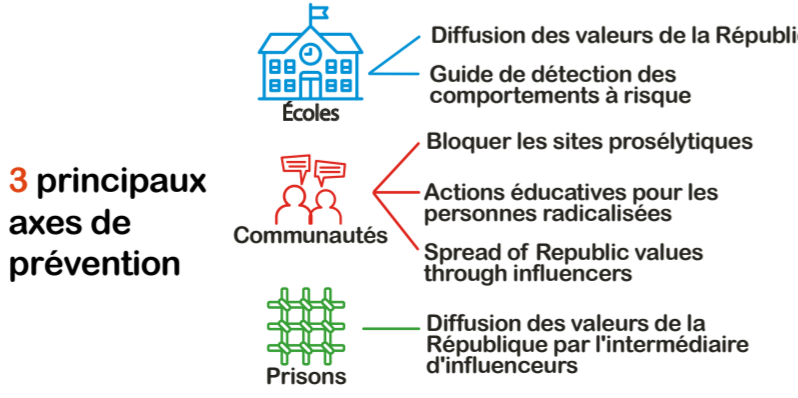


Nombre d'infractions contre (2015)



Plan national gouvernemental de prévention de la radicalisation (2018)

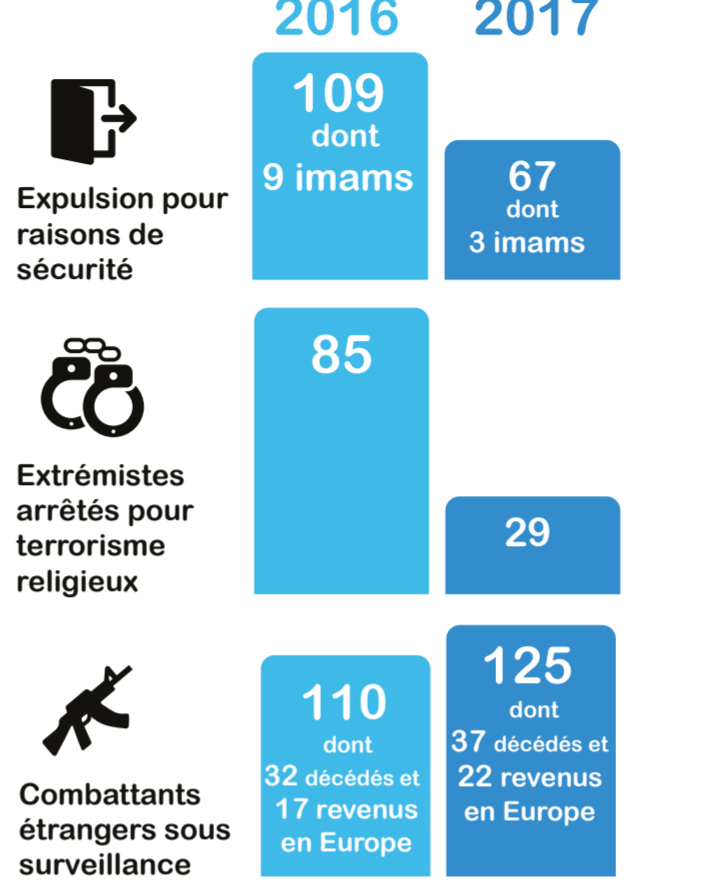
- Protéger les esprits contre la radicalisation
- Compléter le réseau de détection/prévention
- Comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation
- Professionaliser les acteurs locaux et évaluer les pratiques
- Adapter le désengagement



La réponse communautaire et les politiques sociales face à la radicalisation en Pologne

- ### Normes et lois
- Il n'existe pas de politique antidiscriminatoire unique et cohérente.
 - L'interdiction de la discrimination et des crimes de haine est introduite dans le droit pénal (art. 256-257)
- ### Gouvernement
- Ministère de l'intérieur et de l'administration: base de données pour la surveillance du racisme et de la xénophobie
 - Médiateur polonais et représentant polonais pour l'égalité de traitement: suivi de la législation anti-discrimination
 - La Charte des Droits Fondamentaux de l'UE n'est pas pleinement mise en œuvre
- ### Les actions préventives dans la police:
- Représentants chargés de la protection des droits de l'homme au niveau national, régional et local pour sensibiliser les fonctionnaires de police
 - Formation des policiers à la prévention et à la reconnaissance des crimes de haine
 - Initiatives encourageant les victimes à signaler les crimes de haine
- ### Activités éducatives:
- Dans les écoles
 - Dans les institutions

Terrorisme en Italie



Mesures contre le terrorisme par la Police d'État (2016):

- 164,799 personnes sous contrôle
 - 375 personnes arrêtées ou sous mesure préventive
 - 686 suspects en liberté
 - 355 expulsés/repoussés à la frontière
 - 1,933 personnes perquisitionnées
 - 8 mesures préventives
- De 2011 à 2015:
- 87 FTF partis d'Italie
 - 57 présumés en zones de conflit
 - 18 décédés
 - 15 FTF ont rejoint l'EI
 - 2 ont rejoint al-Nosra
 - 7 ont rejoint les forces d'opposition (Armée Syrienne Libre etc.)

Stratégie anti-terroriste italienne (pas encore de loi)

- Opérations de surveillance
- Mesures de prévention
- Expulsions de ressortissants étrangers et hors-UE suspectés

Projet de loi sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (2017)

- ### Au niveau national:
- Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent
 - Promotion de la déradicalisation et de l'intégration sociale, culturelle et professionnelle
 - Création du Centre National sur la Radicalisation (CRAD)
 - Création d'un comité parlementaire pour surveiller en particulier la radicalisation des femmes et des mineurs
 - Formations pour favoriser le dialogue interculturel/interreligieux et prévenir la radicalisation à destination de la police, des forces armées, des directions de prisons, des enseignants et des directions d'écoles et d'universités

La communauté islamique en Roumanie

L'expansion des mouvements extrémistes au cours des dernières années: une centaine de dossiers ont fait état de crimes haineux, d'actes violents et de terrorisme. Les services de sécurité ont déclaré qu'il y a eu des manifestations racistes et antisémites de terrorisme et qu'il n'existe aujourd'hui aucune organisation extrémiste active dangereuse.

Après 8 siècles de coexistence pacifique avec l'Islam, le scénario a changé ces dernières années...

Lutte contre l'extrémisme religieux islamique:

Le mufti Yusuf Muurat, chef de la communauté musulmane en Roumanie, a souvent mis en garde contre la radicalisation. En 2011, parlant du mouvement islamique en Roumanie et à Dobruja, il a déclaré: "Je vois comment notre communauté se désagrège. Il y a des musulmans qui pratiquent la religion selon leurs propres règles. Certains d'entre eux n'acceptent pas les coutumes et traditions de leurs grands-parents. Malheureusement, la Roumanie a aussi ce genre de tendances radicales".



Le radicalisme de la Fondation de Taiba:

Récemment, la Fondation Taiba a été mentionnée parmi les entités islamiques extrémistes d'Europe de l'Est. En 2012, la Direction du crime organisé et du terrorisme (DIICOT) a effectué un raid au siège de Taiba, dans d'autres centres islamiques et dans certaines maisons de membres de ces associations. Les suspects, roumains et étrangers, étaient impliqués dans la radicalisation, le prosélytisme islamique radical et leur financement. Au cours de la même année, la DIICOT a confisqué des documents et des données qui peuvent être considérés comme des preuves à Bucarest, Constanta, Gorj, Mehedinți et Cluj and Cluj.

La Déclaration du Cheikh Omar Bakri:

En 2014, le cheikh Omar Bakri, un dirigeant islamique syrien extrémiste, vivant au Liban, a déclaré que la Roumanie, la Bulgarie, l'Espagne et la France sont des territoires islamiques car ils sont habités par des musulmans. Ces États doivent être condamnés en raison de leur présence militaire en Irak, en Afghanistan, en Syrie et pour leur coopération avec Israël. Le ministre des Affaires étrangères, Titus Corlăţean, a répondu: « La Roumanie est un allié loyal des États-Unis et de l'OTAN. La Roumanie est un pays chrétien accueillant, et pacifiste, qui est également engagé dans des projets de lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes ».

ACTIONS PREVENTIVES DES AUTORITES PUBLIQUES

1926 La Roumanie a été le premier pays à considérer le terrorisme comme un crime et à demander à la Société des Nations de le combattre au niveau international.

Loi n°535 sur la prévention et la lutte contre le terrorisme (2004)

1er article. Le terrorisme est l'ensemble des actions et menaces qui posent un danger public et affectent la sécurité nationale et qui présentent les caractéristiques suivantes:

- Sont commis intentionnellement par des entités terroristes, motivées par des conceptions et des attitudes extrémistes
- Visent à atteindre des objectifs politiques spécifiques
- Visent les facteurs humains et/ou matériels au sein des pouvoirs publics, des institutions et de la population civile
- Produisent des situations ayant un fort impact psychologique sur la population

article 6

- Les actions contre le terrorisme sont menées par le Système national de prévention et de lutte contre le terrorisme (SNPCT), auquel participent de nombreux ministères, autorités et institutions publiques.
- Le ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique n'est pas impliqué dans la prévention du terrorisme.